APPLICATION/REQUÊTE N° 8916/80

Franco FREDA v/ITALY

Franco FREDA c/ ITALIE

DECISION of 7 October 1980 on the admissibility of the application

DÉCISION du 7 octobre 1980 sur la recevabilité de la requête

Article 1 of the Convention: *Co-operation between the police of a High Contracting Party and a non-contracting Party to the Convention. Examination of the facts for which the applicant fell under the jurisdiction of the High Contracting Party.*

Article 5, paragraph 1 (b), of the Convention: *Deprivation of liberty for non compliance with compulsory residence imposed by judicial decision. The fact that a warrant of arrest was notified to the applicant two days after the beginning of the deprivation of liberty does not affect its lawful character.*

Article 5, paragraph 2, of the Convention: *Warrant of arrest served on the person concerned on his descent from a plane after a two days journey under police escort. Given the particular circumstances and taking into account the fact that the person concerned could not ignore the reasons for which he was wanted, no appearance of violation.*

Article 13 of the Convention: *Consideration of a remedy permitting lawfulness of a past deprivation of liberty to be challenged.*

Article 1 de la Convention: *Coopération entre la police d'un Etat non Partie à la Convention et la police d'un Etat Partie à la Convention. Examen des faits à raison desquels le requérant relevait de la juridiction de l'Etat Partie à la Convention.*

Article 5, paragraph 1 lit. (b), de la Convention: *Privation de liberté pour infraction à une obligation de résidence résultant d'une décision judiciaire. Le fait qu'un mandat d'arrêt ait été notifié au requérant deux jours après le début de la privation de liberté n'affecte pas la base légale de celle-ci.*

Article 5, paragraphe 2, de la Convention : *Mandat d'arrêt notifié à l'intéressé à sa descente d'avion après un voyage de deux jours sous escorte de police. Vu les circonstances particulières et compte tenu du fait que l'intéressé ne pouvait ignorer les motifs pour lesquels il était recherché, aucune apparance de violation de cette disposition.*

Article 13 de la Convention : *Indication d'un recours permettant, en droit italien, de contester la légitimité d'une privation de liberté passée.*

EN FAIT

(English : see p. 254)

Les faits de la cause, tels qu'ils ont été exposés par le requérant, peuvent se résumer comme suit :

1. Le requérant, né en 1941, est un ressortissant italien, actuellement détenu à la prison de Novara (Italie). Il est accusé, avec d'autres co-inculpés, de plusieurs attentats commis en Italie en 1969 et en particulier du carnage du 12 décembre 1969, pour lesquels il a été condamné le 23 février 1979 par la cour d'assises de Catanzaro à la détention à perpétuité. Le procès d'appel est en cours.

La présente requête ne vise pas la procédure pénale mais les circonstances de sa détention actuelle.

2. Le 27 août 1976, le requérant fut mis en liberté par la section d'instruction de la cour d'appel de Catanzaro pour expiration du délai maximum de détention préventive et assigné à résidence sur une île (Isola del Giglio) à titre de mesure de sûreté.

Le 7 janvier 1977 cette juridiction autorisa le requérant à se rendre à Catanzaro pour y demeurer afin de prendre part aux débats devant la cour d'assises.

En octobre 1978, le requérant s'éloigna de Catanzaro et s'enfuit à l'étranger.

3. Le 20 août 1979, le requérant fut appréhendé au Costa Rica par la police de ce pays et conduit dans les bureaux de la Direction générale de la Sûreté. Il n'aurait pas été informé des raisons de son arrestation. Après une détention de deux jours, le 22 août au soir, il aurait été conduit, menottes au poing, à l'aéroport et remis à des agents de la police italienne, qui le firent monter dans un avion de l'aviation militaire italienne.

Au cours du voyage, le requérant aurait été enchaîné à son siège. L'avion fit deux escales techniques au cours desquelles le requérant aurait demandé à pouvoir descendre de l'avion pour demander l'asile politique aux autorités du pays. Il en aurait été empêché.

4. Le 24 août à 7 h 00 du matin l'avion atterrit à l'aéroport militaire de Rome, où fut notifié au requérant un mandat d'arrêt décerné à son encontre le 6 octobre 1978 par la cour d'assises de Catanzaro. Ce mandat, obligatoire d'après la loi (art. 272 CPP), était motivé par le fait que le requérant en s'enfuyant de la commune dans laquelle il avait été assigné à résidence n'avait pas respecté l'obligation qui lui était faite d'y demeurer. Le requérant fut aussitôt mis en détention et soumis à l'isolement.

5. Le 27 août 1979 fut notifié au requérant un avis de poursuites (comunicazione giudiziaria) daté du même jour, émanant du tribunal de Catanzaro. Par cet avis le requérant a été informé qu'une instruction avait été ouverte contre lui pour avoir quitté le pays sans être pourvu de passeport (art. 158 T.U.L.P.S.*) et pour falsification de passeport (art. 477 et 482 C.P.).

Le lendemain, 28 août, un mandat d'arrêt pour ces délits fut décerné par le même tribunal, mandat notifié au requérant le 29 août.

6. Le 27 août l'avocat du requérant avait demandé la levée de la mesure d'isolement. Le 29 décembre 1979, le requérant lui-même s'adressa au procureur de la République de Rome en dénonçant le caractère illégitime de sa détention.

7. Le requérant allègue la violation des articles 5 et 13 de la Convention.

Il avance en premier lieu que sa privation de liberté par les autorités italiennes a eu lieu en dehors des hypothèses de l'extradition ou de l'expulsion. Sa privation de liberté serait donc illégitime.

Il n'aurait bénéficié d'aucune garantie de caractère judiciaire. Ainsi, pendant qu'il se trouvait à bord d'un avion italien, il a été empêché de descendre lors des escales alors qu'aucun mandat ne lui avait été notifié. Celui-ci ne lui fut notifié qu'à son arrivée. Par ailleurs, il n'aurait pas été informé des raisons de son arrestation.

Le requérant avance enfin qu'il ne dispose en droit italien d'aucune voie de recours pour faire constater le caractère illégitime de son arrestation.

EN DROIT

Le requérant se plaint de la privation de liberté du 22 août 1979, date à laquelle il a été remis par les autorités du Costa Rica aux agents de la force publique italienne qui l'ont fait monter dans un avion militaire italien, jusqu'au 24 août 1979, date à laquelle l'avion militaire a atterri à Rome. Il allègue que sa privation de liberté n'a pas été conforme à l'article 5 de la Convention.

* Texte unique des lois sur la sûreté publique.

En particulier, il fait valoir que la privation de liberté — intervenue à la suite d'une mesure se situant en dehors des hypothèses de l'extradition ou de l'expulsion — a été illégitime du fait qu'aucun mandat ne lui a été notifié au cours de la période concernée. En plus, il n'aurait pas été informé des raisons de son arrestation.

2. La Commission est d'avis que, dans la mesure où la requête concernerait les circonstances dans lesquelles le requérant a été privé de sa liberté au Costa Rica avant sa remise aux agents de la force publique italienne, elle échappe à la compétence de la Commission *ratione personae*, la Convention européenne des Droits de l'Homme ne liant pas cet Etat, et devrait dès lors être rejetée comme étant incompatible avec les dispositions de la Convention.

3. La requête toutefois concerne essentiellement la privation de liberté dont le requérant a fait l'objet par les autorités italiennes.

Or, il est établi que le requérant a été pris en charge par des agents de la force publique italienne et privé de liberté dans un avion militaire italien. Dès lors, le requérant, à partir du moment de la remise, relevait effectivement de l'autorité de l'Italie, et donc de la "juridiction" de ce pays, même si cette autorité s'est exercée en l'occurrence à l'étranger (cf. la décision sur la recevabilité des requêtes N° 6780/74 et N° 6950/75, Chypre c/Turquie, DR 2, p. 125).

4. En ce qui concerne la légalité de la privation de liberté, il est établi qu'un mandat d'arrêt (Mandato di cattura) avait été décerné contre le requérant le 6 octobre 1978 par la cour d'assises de Catanzaro. Ce mandat d'arrêt a été décerné parce que le requérant avait enfreint l'obligation qui lui avait été imposée, conformément à l'article 282 CPP, de ne pas s'éloigner du lieu de résidence qui lui avait été indiqué. Le requérant a été donc privé de sa liberté dans les conditions prévues à l'article 5, paragraphe 1, litt. (b), de la Convention.

Ledit mandat d'arrêt a été exécuté par des agents de la force publique italienne. L'exécution du mandat a été légale d'après le droit italien.

La Commission n'aperçoit dans la coopération qui s'est établie dans le cas d'espèce entre les autorités italiennes et celles du Costa Rica aucun élément de nature à soulever des problèmes sous l'angle de l'article 5 de la Convention. La privation de liberté a été donc exécutée conformément à l'article 5 de la Convention.

Le fait que le mandat d'arrêt n'ait été notifié au requérant qu'à sa descente d'avion n'enlève pas à la privation de liberté, dont il avait fait l'objet, sa base légale en droit italien.

5. Quant à l'allégation d'après laquelle le requérant n'aurait pas été informé des raisons de son arrestation, la Commission estime que ce dernier ne pouvait pas ignorer qu'en s'éloignant du lieu de résidence qui lui avait été indiqué, il avait enfreint une obligation qui lui avait été imposée conformément à

l'article 282 CPP et que l'émission d'un mandat d'arrêt s'ensuivrait nécessairement, aux termes des articles 272 et 292 CPP.

En tout état de cause, le mandat d'arrêt précité a été notifié au requérant à son arrivée à Rome. Par conséquent, dans les circonstances de la présente affaire, compte tenu notamment de ce qui a été exposé ci-dessus, le requérant a été informé des raisons de son arrestation conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la Convention.

6. Le requérant allègue aussi n'avoir disposé d'aucun recours pour faire constater le caractère illégitime de sa privation de liberté, telle qu'elle a été effectuée par les agents de la force publique italienne. Il invoque à cet égard l'article 13 de la Convention.

Se référant à cette disposition, le requérant aurait pu, entre autres, assigner l'Etat italien devant les tribunaux civils, sur base de l'article 2043 du code civil italien et aurait pu faire valoir la prétendue illégitimité des actes accomplis par des agents de la force publique italienne.

7. La Commission estime, en conclusion, que les faits de la cause, tels qu'ils lui ont été soumis, ne révèlent aucune violation des articles 5 et 13 de la Convention et que la requête doit dès lors être rejetée pour défaut manifeste de fondement par application de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

Par ces motifs, la Commission

DECLARE LA REQUÊTE IRRECEVABLE:

(TRANSLATION)

THE FACTS

The **facts** of the application as stated by the applicant may be summarised as follows :

1. The applicant who was born in 1941, is an Italian citizen and at present detained in Novara prison (Italy). He is accused together with others of several outrages committed in Italy in 1969 and in particular of the murders of 12 December 1969 for which he was convicted by the Catanzaro Court of Assizes on 23 February 1979 and sentenced to life imprisonment. His appeal is still pending.

This application is not concerned with the criminal proceedings but with the circumstances of his present arrest.

2. On 27 August 1976 he was released by the investigating section of the Catanzaro Court of Appeal as the maximum period for detention on remand had expired and placed in compulsory residence on an island (Isola del Giglio) as a security measure.

On 7 January 1977 the court authorised the applicant to go to Catanzaro and remain there in order to attend the hearing before the Court of Assize. In October 1978 the applicant left Catanzaro and took refuge abroad.

3. On 20 August 1979 the applicant was arrested in Costa Rica by the local police and taken to the Offices of the Headquarters of the Security Police. He was allegedly not informed of the reasons for his arrest. After being detained for two days he alleges that he was taken in handcuffs on the evening of 22 August to the airport and handed over to officers of the Italian police who made him enter an Italian airforce aeroplane. During the flight he alleges that he was chained to his seat. The aeroplane made two technical landings during which the applicant allegedly asked to leave the aeroplane in order to ask for political asylum from the authorities of the country in question but was prevented from doing so.

4. On 24 August 1979 at 7 a.m. the aeroplane landed at Rome military airport where the applicant was served with an arrest warrant, issued against him on 6 October 1978 by the Catanzaro Court of Assize. The warrant, which was mandatory under Italian law (Article 272 of the Code of Criminal Procedure), stated that the applicant by absconding from the district (commune) in which he was compulsorily resident, had failed to respect his obligation to remain there. He was immediately placed in detention and solitary confinement.

5. On 27 August 1979 he was served with notice of proceedings (comunicazione giudiziaria) dated the same day from the Catanzaro Regional Court. This informed him that an investigation had been opened against him on the charge of leaving the country without a passport (Section 158 of the Consolidated Public Security Act) and for forging a passport (Articles 477 and 482 of the Criminal Code).

On the next day, 28 August, a warrant of arrest was issued for these offences by the same court and served on the applicant on 29 August.

6. On 27 August the applicant's counsel applied for the solitary confinement to be terminated; on 29 December 1979 the applicant himself applied to the Rome Public Prosecutor complaining of the unlawful nature of his detention.

7. He alleges a violation of Article 5 and 13 of the Convention.

In the first place his imprisonment by the Italian authorities was in no way connected with extradition or expulsion. The deprivation of liberty was thus unlawful.

He had enjoyed no form of judicial protection. Thus, while on board the Italian aeroplane, he had been prevented from leaving during the stops although no warrant had been served on him. This was only served on his arrival. Moreover, he had not been informed of the reasons for his arrest.

The applicant further complains that he has no remedy in Italian law enabling him to have his arrest declared unlawful.

THE LAW

1. The applicant complains of his deprivation of liberty from 22 August 1979, when he was handed over by the Costa Rica authorities to the Italian police, who obliged him to go on board of an Italian Air Force aeroplane, until 24 August 1979 when the aeroplane landed in Rome. He alleges that this deprivation of liberty was not in accordance with Article 5 of the Convention.

In particular he argues that the deprivation of liberty (imposed by a measure unconnected with extradition or expulsion) was unlawful because no warrant was served on him during the period in question. Furthermore, he was not informed of the reasons for his arrest.

2. The Commission considers that to the extent that the application relates to the circumstances in which the applicant was deprived of his freedom in Costa Rica before being handed over to the Italian police, it lies outside the Commission's jurisdiction *ratione personae* as that State is not bound by the European Convention on Human Rights. It must, therefore, be rejected as incompatible with the provisions of the Commission.

3. The application, however, relates essentially to the deprivation of liberty imposed on him by the Italian authorities.

Moreover, it is established that the applicant was taken into custody by officers of the Italian police and deprived of his liberty in an Italian Air Force aeroplane. The applicant was accordingly from the time of being handed over in fact under the authority of the Italian State and thus within the "jurisdiction" of that country, even if this authority was in the circumstances exercised abroad (cf. Decision on the admissibility of Application No. 6780/74 and No. 6950/75 *Cyprus v. Turkey*, DR 2 p. 125).

4. With regard to the lawfulness of the deprivation of liberty, it is established that an arrest warrant (*mandato di cattura*) had been issued against the applicant on 6 October 1978 by the Cantanzaro Court of Assize. This arrest warrant had been issued because the applicant had failed to comply with the duty imposed on him under Article 282 of the Code of Criminal Procedure not to leave the place of residence assigned to him. He was thus deprived of his liberty in the conditions specified in Article 5 (1) (b) of the Convention.

The arrest warrant was executed by officers of the Italian police and its execution was lawful under Italian law.

It does not appear to the Commission that the co-operation occurring in this case between the Italian authorities and those of Costa Rica involves any factor which could raise problems from the point of view of Article 5 of the Convention. The deprivation of liberty was thus carried out in accordance with Article 5 of the Convention.

The fact that the arrest warrant was not served on the applicant until he left the aeroplane does not deprive the deprivation of liberty imposed on him of its legal basis in Italian law.

5. With regard to the allegation that the applicant was not informed of the reasons for his arrest, the Commission considers that he must have been aware that in leaving the place of residence assigned to him he had failed to comply with the obligations imposed on him under Article 282 of the Code of Criminal Procedure and that this would necessarily give rise to an arrest warrant being issued in accordance with Articles 272 and 292 of that Code.

At all events, the above arrest warrant was served on the applicant upon his arrival in Rome. It follows that in the circumstances of the present case, and having regard in particular to what has been stated above, the applicant was informed of the reasons for his arrest in accordance with Article 5 (2) of the Convention.

6. The applicant states that he had no remedy to enabling him to establish that his deprivation of liberty, as carried out by officers of the Italian police, was unlawful. In this respect he relies on Article 13 of the Convention.

Referring to this provision the applicant could (*inter alia*) have issued a writ against the State of Italy in the civil courts on the basis of Article 2043 of the Italian Civil Code and could have argued that the acts performed by the officers of the Italian police were unlawful.

7. The Commission concludes that the facts of the case as they have been submitted to it do not reveal any appearance of a violation of Article 5 and 13 of the Convention and that the application must therefore be rejected as manifestly ill-founded under Article 27 (2).

Now, therefore, the Commission

DECLARES THE APPLICATION INADMISSIBLE.